

VERBATIM

CONFERENCE DE PRESSE

Bangui, le 16 juillet 2025

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Bonjour à tous, c'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

*« Au-delà de la signature de l'Accord qui va profondément redynamiser le processus de paix en République centrafricaine avec l'engagement renouvelé de certains des signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), la présente rencontre est aussi un moment de célébration du **courage d'un peuple qui a choisi le dialogue plutôt que la division, la réconciliation plutôt que le ressentiment, et la paix plutôt que le conflit** ».*

Ce sont les mots forts prononcés jeudi dernier à Bangui par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine, Valentine Rugwabiza, lors d'une cérémonie au cours de laquelle les chefs des groupes armés 3 R (Retour, Réclamation et Réhabilitation) et UPC (Unité pour la Paix en Centrafrique) se sont engagés à déposer les armes et à rejoindre l'Accord de paix de 2019.

Valentine Rugwabiza a souligné que la MINUSCA, en sa qualité de facilitatrice de l'APPR, restait déterminée à soutenir et accompagner les efforts nécessaires à la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'APPR signé le 6 février 2019 et de l'Accord du 19 avril 2025.

Ce soutien s'est traduit dès samedi avec l'organisation d'une mission de terrain à destination de Maloum, dans la préfecture de la Ouaka, facilitée par la MINUSCA.

A Maloum, le chef du groupe armé « Unité pour la paix en Centrafrique » (UPC), Ali Darassa, entouré de représentants des Gouvernements centrafricain et tchadien, a officiellement lancé les opérations de désarmement et de démobilisation de ses éléments.

Ce sont 70 ex-combattants qui ont été démobilisés depuis dimanche 13 juillet. Ce sont également 54 armes individuelles et six armes collectives qui ont été remises ainsi que des munitions.

Ces opérations, mises en œuvre par l'Unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (UEPNDDRR), bénéficient d'un fort soutien technique, logistique et financier de la MINUSCA. La MINUSCA déploie les équipes de désarmement et de démobilisation sur le terrain et les assiste dans la vérification et le stockage des armes et des munitions collectées, tout en assurant la sécurité des équipes et de l'ensemble des opérations tout au long du processus.

Il s'agit de la plus vaste opération DDR jamais conduite par l'Unité d'exécution du programme national de DDR, qui, avec l'appui de la MINUSCA, a déjà démobilisé et désarmé près de 5 000 ex-combattants depuis 2016.

La journée internationale Nelson Mandela sera célébrée demain. A cette occasion, le Secrétaire général des Nations Unies a diffusé un message dans lequel il souligne que l'héritage de Nelson Mandela est « *un appel à raviver notre engagement mondial en faveur de la paix, de la justice et de la dignité humaine* ».

Il ajoute que « *la vie de Nelson Mandela, une vie au service des autres et en mouvement, continue d'inspirer l'action que nous menons à l'Organisation des Nations Unies, dont nous marquons actuellement le 80e anniversaire* » avant de conclure que « *en ce jour important, et chaque jour, laissons-nous toutes et tous guider* ».

par la vie de Madiba, consacrée à la liberté, à la justice, à l'égalité et aux droits que détient toute personne sur terre ».

La MINUSCA et la Direction générale des services pénitentiaires célèbrent la journée Mandela depuis le début du mois de juillet. A ce titre, elles ont lancé une série d'activités culturelles et récréatives à la Maison centrale de Ngaragba et à son annexe Camp de Roux dans le but d'améliorer les conditions de détention et de favoriser une approche centrée sur la réhabilitation des détenus.

Toujours dans le cadre de l'appui de la MINUSCA en faveur de l'état de droit, 63 magistrats, dont quatre femmes, ont prêté serment vendredi dernier à Bangui. 39 ont été affectés à des juridictions existantes alors que 24 rejoignent des juridictions nouvellement créées.

La Mission soutient notamment le fonctionnement de l'école nationale de la magistrature de Bangui et facilite le déploiement des magistrats de Bangui vers les tribunaux en région.

Questions des journalistes

Radio Guira FM (Marie Pélagie Karzago)

- Le Gouvernement et Ali Darassa ont lancé le processus de désarmement à Maloum. Ça c'est pour l'UPC, à quand pour les 3R ?
- Et quelle sera la suite du processus de désarmement ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Comme vous le savez, comme je l'ai indiqué, nous intervenons en soutien au Gouvernement pour la mise en œuvre de ce processus. Pour l'instant, nous sommes en soutien pour les opérations à Maloum et d'autres sites ont été identifiés et les opérations se poursuivront ensuite progressivement sur l'ensemble des sites qui ont été identifiés.

Mais pour l'instant, nous nous concentrons sur Maloum. Comme je vous l'ai dit, depuis dimanche, il a été possible de désarmer 70 combattants qui maintenant sont des ex-combattants. Il y en a beaucoup plus, on parle de plusieurs centaines de combattants qui sont dans cette zone. Donc, concentrons-nous dans un premier temps sur Maloum. Et puis, ensuite, évidemment, tous les sites dans lesquels sont regroupés les combattants seront visités et la MINUSCA interviendra partout où les autorités centrafricaines nous demanderont de poursuivre notre soutien.

Questions des journalistes

Afrique en Plus (Bélisaire Dorval Sahoul)

- Ma question est sur le processus de désarmement qui a été enclenché à Maloum. Nous savons que le désarmement s'accompagne du rapatriement. Est-ce qu'au jour d'aujourd'hui, la MINUSCA et le Gouvernement, puisqu'ils sont en pleine activité, est-ce que le processus de rapatriement se suivra ou soit, ça se fera en même temps que le désarmement ?
- Et est-ce qu'aujourd'hui, la MINUSCA est prête à accompagner le processus de rapatriement si le Gouvernement en demande ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Dans le DDR, il y a démobilisation, désarmement et réintégration, mais il n'y a pas de rapatriement. En tout cas, nous, nous sommes en charge du désarmement et de la démobilisation. Comme vous le savez, concrètement, le combattant, il vient, il rend son arme que quelqu'un a vérifiée, il faut que ce soient de véritables armes, j'ai envie de dire, donc, on vérifie, les armes traditionnelles ne sont pas considérées pour être éligibles au processus DDR. Donc, il rend son arme ou ses armes et les munitions, ensuite, il reçoit une carte de démobilisé, ce qui lui permet de basculer de la vie d'un ex-combattant à une vie civile. On lui remet également un kit dans lequel, justement, il y a des vêtements civils, il y a des produits d'hygiène, des produits pour la cuisine, etc. ainsi qu'une prime

permettant à cette personne de pouvoir subvenir à ses besoins pendant quelques mois pour pouvoir réintégrer sa communauté d'origine, parce qu'il est important de pouvoir réintégrer sa communauté d'origine et ensuite, évidemment, les options sont mises sur la table pour savoir comment va se faire la réintégration. Parce qu'il ne s'agit pas de désarmer et de démobiliser, mais il est très important de pouvoir après réintégrer ces ex-combattants. Et vous le savez, il y a des options de réintégration socio-économique pour permettre à ces ex-combattants de repartir, de démarrer une vie dans laquelle la violence n'a plus sa place. Voilà ce que je pouvais répondre.

Questions des journalistes

Le Langage (Gabriel Rhopo Mbrenge)

- Concernant le glissement du calendrier électoral, pourriez-vous nous dire si la MINUSCA va continuer son appui et son accompagnement au processus électoral, pour que cette fois-ci, on ne parle plus de glissement électoral ?
- Ensuite, la question de l'insécurité sur le terrain avec cette signature d'accord entre le Gouvernement et deux groupes armés. La MINUSCA pourra-t-elle encore jouer un rôle pour convaincre les autres groupes armés nocifs à la paix, à revenir dans la République ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci bien. Concernant votre première question, est-ce que nous allons continuer ? Oui, vous le savez, c'est vendredi dernier que son Excellence, M. le Premier Ministre, a annoncé, lors d'un comité stratégique d'appui au processus électoral, la décision du couplage des élections locales, législatives et présidentielle et lors de cette réunion, par l'intermédiaire de notre Représentant spécial adjoint, le soutien de la MINUSCA, notre soutien multiforme au processus électoral, a été confirmé conformément au mandat qui nous est donné par le Conseil de sécurité. Actuellement, tous nos efforts sont concentrés sur la finalisation du processus de révision du fichier électoral car il s'agit d'une étape cruciale vers des élections crédibles et inclusives.

Alors oui, la deuxième question concernant l'insécurité sur le terrain et les désarmements, évidemment, nous allons continuer à appeler tous les groupes armés à rendre les armes. Vous l'avez noté comme moi, depuis jeudi dernier, dans toutes les interventions, que ce soient les interventions des autorités centrafricaines, des autorités tchadiennes qui sont garantes de cet accord de paix, que ce soient dans les mots de notre Représentante spéciale, que ce soient dans les mots des représentants des FACA et également dans les propos tenus par les leaders des groupes armés, le mot qui est revenu tout le temps, en permanence, c'était celui de la paix. Donc, il y a un élan. Il y a actuellement une volonté commune d'aller vers cette paix durable et il va de soi qu'il est important maintenant que tous ceux qui ne sont pas encore ralliés à l'APPR puissent s'y rallier pour qu'effectivement, toutes les populations dans ce pays, les populations civiles, puissent vivre en toute sécurité.

Questions des journalistes

Radio Fréquence RJDH (Jospin Petho Sali)

- Selon les informations du RJDH, les villes de Birao et Am-Dafock subissent ces derniers temps des exactions de la part des rebelles FSR du Soudan. Quel plan de réponse militaire la MINUSCA met en place pour imposer la paix dans ces régions ?
- Ma deuxième question porte sur, lors d'une de ces dernières sorties, l'expert indépendant de l'ONU, Yao Agbetse, a pointé du doigt l'incompétence de l'ANE. Pourquoi la MINUSCA continue de soutenir cette institution ? Je pense que c'est ma préoccupation.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Je vais tout de suite répondre à votre deuxième question concernant l'ANE et les propos de l'expert indépendant. Je crois que cette question m'avait déjà été posée la semaine dernière, voire la semaine précédente. Nous ne commentons pas les propos des experts indépendants des Nations Unies qui sont nommés par le Conseil des droits de l'homme, donc, nous n'avons pas à les commenter. Quant à notre soutien à l'ANE, je crois l'avoir renouvelé dans ma réponse à la question précédente.

Concernant la situation dans la Vakaga, oui, comme vous, nous suivons cette situation de près et comme vous, nous voyons que c'est une situation qui est préoccupante à la fois d'un point de vue sécuritaire mais aussi d'un point de vue social avec de réels problèmes concernant la cohabitation et le vivre-ensemble. En réponse, comme toujours, nous apportons une réponse multiforme. La réponse d'un point de vue sécuritaire, nous avons des troupes et la Force [de la MINUSCA] est déployée dans cette région de la Vakaga et sur l'axe entre Birao et Am-Dafock. Nous avons des patrouilles qui sont organisées quotidiennement pour pouvoir à la fois dissuader les attaques et puis aussi rassurer les civils, faire en sorte que les civils puissent rester chez eux et ne soient pas tentés de fuir d'éventuelles agressions.

Nous avons organisé aussi lors de ces derniers jours des dialogues communautaires avec les autorités locales, les leaders communautaires, les jeunes, pour lutter contre la désinformation, les discours de haine et d'incitation à la violence qui circulent énormément ces derniers temps à Birao. Une émission a été aussi diffusée sur Radio Yata, une des radios communautaires que la MINUSCA soutient. Notre réponse est à la fois une réponse sécuritaire, mais aussi une réponse de dialogue : faire en sorte que toutes les parties puissent se parler et surtout faire baisser la tension. Il y a déjà beaucoup de violences et beaucoup d'atteintes contre les populations civiles et le fait de développer des discours de haine et le fait de diffuser des informations fausses ne font qu'aggraver la situation, cela, nous l'avons souvent répété ici. Il faut aussi savoir qu'il y a des défis opérationnels majeurs dans cette région. Les routes sont vraiment en piteux état en raison des fortes pluies, donc, parfois, nos patrouilles ne peuvent pas se déplacer comme elles le voudraient. Et puis également, l'absence du réseau téléphonique fait que lorsque les populations qui vivent sous la menace veulent alerter, elles ne peuvent pas toujours le faire car il n'y a pas de couverture. Mais en dépit de ces défis opérationnels, qu'évidemment nous sommes ici pour surmonter et non subir, nous sommes présents auprès des autorités locales, nous travaillons avec le préfet pour pouvoir diffuser des messages d'apaisement, de cohésion sociale et de vivre-ensemble.

Questions des journalistes

Radio Voix des Femmes (Lisa Solobangué)

- J'ai une seule question concernant le désarmement des éléments rebelles de l'UPC. Est-ce que la MINUSCA a une stratégie pour accompagner ces rebelles désarmés ? Je vous remercie.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci, je crois que j'ai déjà répondu à cette question auparavant.

Questions des journalistes

Radio Centrafrique (Lucienne Berang)

- Je vais revenir toujours sur le désarmement des éléments de l'UPC. À vous écouter, vous avez parlé de 70 éléments désarmés et 50 armes rendues. Je voudrais savoir quel genre d'armes ces éléments ont rendu parce qu'on nous laisse souvent entendre que les groupes armés ont l'habitude de garder les vraies armes par devers eux et rendre seulement les armes en mauvais état. Je voudrais juste de savoir si c'est le cas.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Parmi les armes qui sont rendues, il y a des AK-47, des Kalashnikov, essentiellement. Vous le savez, il y a des conditions pour être éligible au processus DDR et c'est la raison pour laquelle les armes qui sont rendues sont vérifiées, contrôlées et donc, toute personne qui rend les armes, d'abord, il y a le contrôle de l'arme pour ensuite pouvoir être éligible dans le processus. Ce contrôle est fait aussi en présence et avec le soutien de la MINUSCA. Je l'ai dit tout à l'heure, les armes traditionnelles, par exemple, ne sont pas retenues dans ce processus. Donc, il y a bien un contrôle de toutes les armes qui sont rendues et qui sont d'ailleurs ensuite prises et stockées dans des lieux sûrs par la MINUSCA.

Questions des journalistes

Radio Notre-Dame (Emmanuel Djerakor)

- Je voudrais revenir toujours sur ces mêmes questions. Après le dialogue tenu entre les autorités du pays avec les deux milices, à savoir Ali Darassa et Sembe Bobo, le deuxième avait affirmé la fois dernière que, je le paraphrase, « nous avons seulement dit non ou bien tourné le dos à la rébellion, mais pas aux armes ». Cette affirmation, ça sous-entend qu'il y a encore des inquiétudes qu'il faut se faire. Mais vous, au niveau de la MINUSCA, comment est-ce que vous percevez cette affirmation ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Nous, nous sommes dans l'action. Nous avons été sollicités par les autorités centrafricaines pour soutenir la mise en œuvre de l'accord du 19 avril. Je crois l'avoir développé depuis le début de cette conférence de presse. Nous sommes présents à Maloum, actuellement, pour pouvoir démobiliser et désarmer les combattants qui sont présents.

Questions des journalistes

Radio Ndeke Luka (Bolivice Massabaye)

- Ma question porte sur les travaux de déminage sur l'axe Bozoum Bocaranga. À quand les travaux vont-ils reprendre ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Je dois vérifier auprès de mes collègues de UNMAS, mais de mémoire, ces travaux... Comme vous le savez, nous avons lancé en début d'année le plan de stabilisation de la région de Yadé avec des bases temporaires de la MINUSCA qui ont été déployées à Bozoum, Ndjim Ngoutéré. Nous avons également, à cette occasion, réhabilité des ponts, des routes pour pouvoir faciliter à la fois l'accès de nos troupes et celles des FACA vers les populations civiles et permettre aux populations civiles également de se déplacer et le déminage fait partie de ce plan. Il faut que je voie avec mes collègues. Je sais que des activités de sensibilisation ont déjà eu lieu auprès des populations, mais le travail même de déminage, je dois me renseigner et je reviendrai vers vous.

Questions des journalistes

Le Gardien Médias (Selda Junior Bouté)

- Il y a juste une petite question concernant les élections. Le Gouvernement a annoncé le report et le couplage des élections pour fin décembre 2025. Alors, de l'autre côté, les opposants dénoncent l'obsession et appellent à la tenue d'un dialogue inclusif. J'aimerais justement savoir, est-ce la MINUSCA prend également en compte les réactions des opposants ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Vous le savez, dans le mandat qui est donné à la MINUSCA, il y a un volet de ce qu'on appelle les bons offices, les bons offices de la Représentante spéciale du Secrétaire général et les bons offices de façon plus globale du leadership de la Mission afin de permettre justement des élections apaisées dans un climat apaisé. Le dialogue avec tout le monde, que ce soient les partis de la majorité ou que ce soient les partis de l'opposition, entre bien évidemment dans le cadre de ces bons offices. Il est de l'intérêt de tout le monde de pouvoir parvenir à une situation apaisée pour la période entre maintenant et les élections qui sont prévues à la fin de l'année. C'est un plaidoyer que nous effectuons auprès de l'ensemble des parties prenantes, les partis politiques, la société civile.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). Je vous invite à visionner le [reportage](#) que nous avons effectué samedi dernier à Maloum.

L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation. Je vous retrouve mercredi prochain.